



# Revue de presse



Mardi 24 mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Le Président Tebboune met fin aux fonctions du Gouverneur de la BA Rostom Fadhi](#)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, lundi, aux fonctions du Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), M. Rostom Fadhi, et nommé M. Salah Eddine Taleb en remplacement de ce dernier, indique un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Petites et moyennes entreprises : une conférence nationale mardi sur la garantie financière](#)

Le Fonds de garantie des crédits à la petite et moyenne entreprise (FGAR) organisera, mardi à Alger, une conférence nationale sous le thème "la garantie financière, un mécanisme d'appui aux PME", a indiqué lundi un communiqué du Fonds.



## «Main tendue» et révision des subventions : Les deux grands chantiers de Tebboune

En brisant deux importants tabous, Tebboune esquisse au sens propre les contours de la nouvelle Algérie.

Le président de la République a repris, hier, la série de rencontres avec les personnalités nationales, dans le cadre de son initiative de la «main tendue». Son dernier invité était le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, Salim Labatcha. Très discret depuis son arrivée à la tête de la Centrale syndicale, Labatcha n'est pas à proprement parler, un acteur de premier plan, mais cela ne l'empêche pas de peser lourd à travers le premier syndicat du pays qu'il dirige.



## Adoption du Code de l'investissement : Le Medef en éclaireur à Alger

Le patron du Medef a évoqué des perspectives « de colocalisation de projets d'investissements », en Algérie, sous conditions. Quelques jours à peine après l'adoption, en Conseil des ministres, du projet de loi relatif à l'investissement, les regards pointent de nouveau sur l'Algérie.



## **GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX, PRÉSIDENT DU MEDEF À ALGER : «Nous avons besoin d'un cadre législatif et fiscal stable»**

Le patron des patrons français, qui a salué l'adoption d'une nouvelle loi sur l'investissement, assure que les entreprises françaises continuent à accélérer les échanges, quel que soit le climat politique entre les deux pays.

Nous avons besoin de stabilité fiscale et juridique pour investir», a plaidé hier à Alger, Geoffroy Roux de Bézieux, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

En mission de deux jours en Algérie à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires et chefs d'entreprises françaises, le président du Medef a animé hier une conférence de presse en marge d'un forum d'affaires avec les membres de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), durant laquelle il a particulièrement insisté sur l'importance d'un cadre juridique stable afin d'encourager l'investissement étranger. «Les entreprises françaises souhaitent et sont prêtes à co-localiser...

Le seul bémol, c'est que nous avons besoin de nous inscrire dans la durée et cette durée a besoin d'un cadre législatif clair. Nous avons besoin d'avoir la certitude que quand une loi dit une chose, la loi suivante de l'année d'après ne la changera pas... Je dis cela à la fois pour l'Algérie et la France ou n'importe quel autre pays. Nous avons besoin de stabilité législative et fiscale», a insisté le chef des patrons français en assurant que s'il y a investissement, il doit s'inscrire sur une période allant de 5 à 10 ans ou plus et pour cela l'évolution du cadre législatif est un critère important de promotion de l'investissement.

«Un gouvernement qui donne des signes d'ouverture à l'extérieur va attirer des investisseurs dans la durée et dans la co-localisation et la co-production», assure le conférencier en évoquant l'adoption par le Conseil des ministres de la nouvelle loi sur l'investissement. «Sans l'avoir lu dans le détail, nous en avons un peu discuté avec nos partenaires de la CAPC.

C'est vraiment un très bon signal. Ce dont nous avons besoin, c'est de savoir le niveau de fiscalité, quels sont les secteurs stratégiques, où est-ce qu'on peut être majoritaires ou en partenariat majoritaire ? Il faut simplement que les règles soient connues d'avance», dit-il. Et d'ajouter cette phrase qui résume parfaitement les craintes de tout investisseur : «Il ne faut pas que les règles changent en fonction de l'arbitre». Roux De Bézieux affirme que les patrons français sont très demandeurs de cette loi.

Evoquant le niveau des rapports économiques entre les deux pays, le même responsable estime qu'ils sont insuffisants eu égard à la taille des deux marchés, de la langue commune des affaires et de la proximité géographique. «On sait que c'est compliqué, on sait aussi qu'il y a parfois des incompréhensions, mais notre rôle à nous patronat ou société civile, c'est de continuer à accélérer les échanges quel que soit le climat politique.

C'est ce que nous essayons de faire entre nos deux organisations», affirme encore Geoffroy Roux de Bézieux en soulignant le stock d'investissements français en Algérie ainsi que le nombre croissant des entrepreneurs privés algériens qui se sont implantés en France. «Ceci démontre que quel que soit le climat politique entre nos deux pays, le business, la communauté d'affaires, les entrepreneurs continuent à œuvrer pour augmenter les flux et échanges», insiste le patron des patrons français.

Interrogé par ailleurs sur les parts de marché en Algérie de plus en plus à la faveur d'autres pays autres que la France, à l'instar de l'Italie dernièrement ou la Turquie, le conférencier a tenu à noter qu'il ne s'agit pas d'un gâteau à partager.

«Je ne vois pas le marché comme un gâteau qu'on doit se partager. Plus il y a de concurrents, plus il y a d'investissements et mieux le pays se porte...Ce n'est pas parce que l'Italie en ce moment a des projets que la France ne peut pas en avoir

. Il y a une démographie qui est favorable à l'investissement dans différents secteurs», dit-il en indiquant qu'il ne faut pas avoir un raisonnement d'absolues parts de marché, mais plutôt de montants de l'investissement. «L'époque où on prenait un pays uniquement comme un marché pour rapatrier de l'argent est révolue», insiste le président du Medef.

De son côté, le président de la CAPC, Samy Agli, a souligné le travail de promotion qu'effectue son organisation afin de promouvoir le nouveau cadre législatif qui est favorable à plus d'investissements et à une nouvelle dynamique économique basée sur le partenariat gagnant-gagnant. Notons que la délégation du Medef est composée de patrons et représentants des compagnies suivantes : Airbus-Hélicoptère, Alstom, EGIS, Avril, Natixis, Renault, Société Générale, Total Energie, Stellantis, et un cabinet d'architecture.



## **TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AFRICAINE : «Le gaz, une ressource fondamentale» selon le président de la BAD**

«Le gaz naturel doit faire partie des systèmes de transition pour une énergie juste en Afrique», estime le président de la BAD, qui fait observer que «même si l'Afrique triple l'utilisation du gaz pour la conversion du gaz en électricité, elle contribuera à moins de 0,67% aux émissions mondiales de carbone»

Le rôle primordial du gaz naturel dans le cadre des programmes de transition énergétique africains a été mis en exergue hier par le président de la Banque Africaine de développement (BAD) qui animait à Accra, capitale du Ghana, une conférence de presse à la veille de l'ouverture officielle des travaux des assemblées 2022 du groupe de la BAD. Le rendez-vous annuel de la Banque est axé cette année sur le thème de «La résilience climatique et la transition énergétique juste pour l'Afrique» en droite ligne des préoccupations de la 27e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27) prévue en Egypte, en novembre prochain. Pour Akinwumi A. Adesina, «l'Afrique ne peut pas compter uniquement sur les énergies renouvelables, en raison de leur intermittence.

Elle doit notamment combiner les énergies renouvelables avec le gaz naturel pour assurer la stabilité et la sécurité de l'énergie, et en améliorer l'accès» aux populations. «Le gaz naturel doit faire partie des systèmes de transition pour une énergie juste en Afrique», estime le président de la BAD qui fait observer que «même si l'Afrique triple l'utilisation du gaz pour la conversion du gaz en électricité, elle contribuera à moins de 0,67% aux émissions mondiales de carbone».

Akinwumi A. Adesina estime en outre qu'il faut être «pragmatique» – en tirant les leçons de ce qui se passe en Europe, en matière énergétique, suite à la crise ukrainienne – en misant sur le gaz qui est une énergie propre et «une ressource fondamentale» pour la sécurité énergétique du continent. La sortie médiatique du président de la BAD intervenait à la veille de l'ouverture officielle de la 57e assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et la 48e assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement, qui se déroulent à Accra, au Ghana, du 23 au 27 mai 2022.

Les assemblées de cette année, qui se tiennent dans un format hybride, entre séances présentielles et virtuelles marquent, comme le relèvent les organisateurs, un retour aux sessions directes, après les réunions organisées en visioconférence depuis 2020 dans le sillage de la crise sanitaire mondiale.

«Les pays membres régionaux auront l’occasion de discuter de la nature du soutien au développement, attendu de la part des partenaires mondiaux, ainsi que du coût estimé du renforcement de la résilience et d’une transition énergétique juste pour les économies du continent le plus vulnérable au changement climatique». Selon les chiffres de la BAD, «plus de 600 millions d’Africains, dont la plupart dans les zones rurales, n’ont pas accès à l’électricité et 900 millions n’ont pas accès à des installations de cuisson propre.

En outre, quatre Africains sur cinq cuisinent à l’aide de biomasse solide, ce qui entraîne environ 600 000 décès par an dus à la pollution atmosphérique domestique qui s’ajoute au défi de la déforestation». Pour croître et prospérer, l’Afrique a besoin, note un communiqué de la BAD, «de systèmes énergétiques modernes qui répondent aux multiples défis que sont l’accessibilité financière, la sécurité de l’approvisionnement et la durabilité.

Les goulots d’étranglement du secteur de l’énergie et les coupures d’électricité récurrentes coûtent chaque année l’équivalent de 2 à 4% du PIB de l’Afrique et compromettent la création d’emploi, l’industrialisation et les investissements».

En abordant le double défi qu’est «le changement climatique et les déficits en électricité, ainsi que les problèmes connexes», lors de ses assemblées annuelles 2022, la BAD entend jouer «le rôle de porte-parole et de chef de file de la réflexion sur les deux problématiques de la résilience climatique et de la transition énergétique en Afrique», notent les organisateurs qui relèvent que «les discussions seront l’occasion de faire le point et d’avoir des échanges francs et opportuns, de formuler des recommandations sur les voies et moyens par lesquels l’Afrique peut mobiliser des ressources à grande échelle pour atteindre les objectifs de résilience climatique et de transition à faible émission de carbone».

Il est à noter que les assemblées annuelles sont l’événement le plus important du Groupe de la Banque africaine de développement. Elles réunissent environ 3000 délégués et participants chaque année. Elles permettent à l’institution de faire le point, avec ses actionnaires, sur les progrès réalisés, et d’échanger sur des questions-clés concernant le développement de l’Afrique .



## **PÉTROLE : LE BARIL DE BRENT À PLUS DE 113 DOLLARS**

Les prix du pétrole étaient en légère hausse hier, soutenus par les adoucissements des restrictions sanitaires en Chine, rassurant sur la demande. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet prenait 0,63% à 113,26 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, augmentait quant à lui de 0,55% à 110,29 dollars. «Les prix du pétrole sont en hausse, le Brent repassant au-dessus du WTI, alors que Shanghai s'apprête à lever son embargo de deux mois, ce qui atténue les inquiétudes concernant la faiblesse de la demande chinoise», commentent des analystes. Le brut type Brent de la mer du Nord est en effet destiné à une zone géographique beaucoup plus large que le WTI américain, qui lui reste principalement consommé aux Etats-Unis.

Shanghai, la capitale économique de la Chine, connaît depuis avril une forme dure de confinement, avec l'interdiction de sortir de chez soi dans une grande partie de la ville et l'isolement des cas positifs. 4 des 20 lignes de métro de la ville ont redémarré dimanche, tout comme certains transports routiers, formant ainsi un «réseau de base couvrant toutes les zones urbaines centrales», selon les autorités.

«Il est difficile d'affirmer qu'il existe un solide potentiel de hausse du pétrole aux niveaux actuels, car les inquiétudes liées à la récession et la politique chinoise de zéroCovid restent des menaces sérieuses pour la demande mondiale», estime toutefois un observateur. En outre, étant le plus grand consommateur mondial de pétrole, «une demande plus forte est attendue aux Etats-Unis à l'approche de la haute saison de la conduite automobile, du week-end du Memorial Day, fin mai, à la fête du Travail, en septembre», observe une analyste.



### [Reçu par Abdelmadjid Tebboune, Salim Labtache annonce : « Les augmentations de salaires seront successives »](#)

Reçu, ce lundi, par le président de la République, le secrétaire général de l'Union des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha, a affirmé, à l'issue de son entrevue, que le chef de l'Etat l'a assuré de l'intention des pouvoirs publics d'approuver des augmentations successives des salaires des travailleurs tout en œuvrant à réformer le système d'aide social de l'Etat pour orienter les fonds alloués dans le cadre des subventions, aux véritables ayants-droits appartenant aux classes vulnérables et moyennes.



### [Partenariat algéro-français : le Medef ne sera pas reçu par le Premier ministre](#)

Une délégation du Medef (organisation patronale française) effectue une mission d'affaires de deux jours en Algérie. Au cours de cette visite, un forum d'affaires algéro-français aura lieu aujourd'hui lundi, à Alger.

## **INITIATIVE DE RASSEMBLEMENT DU CHEF DE L'ETAT Les députés approuvent**

L'initiative du président de la république, abdelmadjid tebboune, ne cesse de susciter l'approbation des acteurs politiques. Les députés n'ont, d'ailleurs, pas cessé de le faire savoir à chaque occasion.

Ainsi, lors des dernières plénières organisées autour de nombreux textes de loi, les parlementaires ont tenu à mettre en avant les efforts du chef de l'Etat pour unifier les rangs et instaurer un climat de confiance au sein de la nation. K helifa Ben Sliman, vice-président de l'APN, député du front El Moustakbal, affirme que la politique engagée par le président de la République, fondée sur la rencontre de l'ensemble des acteurs politiques, a pour principal objectif de rassembler la classe politique autour d'un seul principe : «l'unité nationale». Il estime que le chef de l'Etat est conscient des dangers et des menaces qui guettent le pays.

D'où sa vision prospective qui se traduit par les consultations qu'il a commencé à entreprendre. Ben Sliman pense aussi que cette initiative de la main tendue ambitionne «de consolider le front interne» tout comme elle vise à mettre les politiques devant leurs responsabilités en les consultant et en prenant leurs avis sur les diverses questions brûlantes de l'actualité nationale et même internationale.

L'interlocuteur évoque essentiellement les soucis phares de notre économie et l'importance de préserver le pouvoir d'achat du citoyen ainsi que les sujets liés aux préoccupations géopolitiques et que l'Algérie doit aborder avec «vigilance et rigueur» tout en mettant en évidence les intérêts suprêmes du pays. Le député tient à rappeler que le président de la République n'en est pas à sa première initiative, rappelant qu'il prend ce choix à chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Il affirme que cela démontre l'intérêt qu'il accorde à la classe politique, qu'il considère comme «un partenaire non négligeable dans la gestion des affaires internes du pays».

La députée Lamia Zebbouchi du parti RND confie, elle aussi, que la démarche du chef de l'Etat et ses discussions enclenchées avec les leaders des partis politiques attestent de sa bonne foi et de sa volonté à raffermir la cohésion nationale. Elle dit que son parti, le RND, approuve ladite initiative qui se veut un «moyen pour rapprocher les différentes visions et associer les formations dans la vie politique, la prise de décision et l'édification de l'Algérie nouvelle».

Ali Rebidj, président de la commission de la santé des affaires sociales du travail et de la formation professionnelle à l'APN, accueille aussi favorablement l'initiative du président de la République, soulignant qu'en tant que premier magistrat du pays, il a les pleines prérogatives d'entamer des projets visant «à renforcer le front intérieur».

Il souligne toutefois que certaines parties demandent à savoir quels sont les mécanismes de son application et les parties concernées par cette initiative. Rebidj indique qu'il faut clarifier cette question et expliquer à l'opinion publique les contours de la démarche et les acteurs qui auront le droit de prendre part à la conférence nationale annoncée à cet effet et qui sanctionnera toutes ces consultations. Il pense qu'il faut savoir s'il s'agit d'une amnistie ou d'un projet à portée limitée. De son point de vue, «l'urgence serait de bâtir un consensus autour des questions économiques»



### [Projet de loi sur les investissements: «Un signal extrêmement positif», selon le Medef](#)

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) marque son retour par une visite d'une journée à Alger, et par sa rencontre, hier, avec les membres de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), autour d'une conférence d'affaire algéro-française, tenue à l'hôtel El Aurassi.



### [Des mentalités à formater](#)

Le nouveau code de l'investissement, adopté jeudi dernier en Conseil des ministres spécial, ne plaît pas à tout le monde. Si en Algérie des experts et des organisations patronales ont bien accueilli le nouveau texte, mettant en exergue ses avantages, d'autres expriment leur scepticisme. Non pas en avançant des arguments concrets, mais en ciblant un pays, l'Algérie. "Qu'est-ce qui va changer ?", s'interroge l'auteur d'un article consacré à cette loi par une revue étrangère.



### [La première règle de l'investissement](#)

De toutes les décisions prises dans le cadre de l'avant-projet de la loi sur les investissements ce sont celles relatives à la pénalisation de l'obstruction administrative qui sont les plus importantes. S'attaquer au mur d'acier érigé contre toutes les initiatives d'investir, petites ou grandes, par une flopée de fonctionnaires à quelque niveau qu'ils soient, est un heureux affrontement contre un mal qui a terriblement gangrené le pays.



## Sans un système d'information fiable en temps réel et la maîtrise de la sphère informelle Difficile d'avoir une politique des subventions ...

Depuis plus de 20 ans , tous les gouvernements successifs avaient annoncé de revoir la politique des subventions généralisées, injustes et inefficaces et rien à ce jour et à nouveau l'actuel gouvernement annonce l'installation d'une commission afin de cibler les subventions supposant une large concertation sociale et un système d'information fiable en temps réel cernant la répartition du revenu national et du modèle de consommation, pour déterminer les couches défavorisées, tout en ne pénalisant pas les couches moyennes par un nivellement par le bas,(voir A.Mebtoul www.google -1992).



### "على الجزائر استغلال فرصة إفلاس الشركات الدولية"

أكد عمار شلغوم المفتش العام بوزارة الصناعة، على أن الإطار القانوني لنظام استيراد خطوط ومعدات الإنتاج سيتمكن المتعاملين الاقتصاديين من تجديد وتحديث معدات الإنتاج بالمصانع الجزائرية أو التوسع عن طريق الشراكة، وعلى الجزائر الاستفادة من حالة الكساد التي أصابت الاقتصاد العالمي.



### كلام آخر :رقمنة..

تفاءلنا خيرا بما أقدم عليه مسيرو الوكالة الذين بذلوا جهدا معتبرا، منذ الاتفاقية المنعقدة مع البنك الوطني الجزائري، من أجل الدفع بالبطاقة على مستوى الأحياء، لكن الموقع لم يتحرك أمس، رغما عن جاهزيته لاستقبال الفواتير، والتعامل معها بأريحية، بعيدا عن الطوابير الطويلة أمام الوكالات البنكية، وإهلاك الوقت في الانتظار.

## تندوف: استلام المعبرين الحدوديين بين الجزائر وموريتانيا في أكتوبر القادم

يرتقب استلام المعبرين الحدوديين الشهيد مصطفى بن بولعيد الجاري إنجازهما بين الجزائر وموريتانيا في أكتوبر القادم بعد تقليص آجال الإنجاز من 24 شهراً إلى 12 شهراً، بحسب تأكيدات مسؤولي مديرية التجهيزات العمومية اليوم الاثنين خلال زيارة تفقدية للمدير العام للجمارك نور الدين خالدي لهاتين المنشأتين الحدوديتين.

## UNE DÉLÉGATION DU MEDEF À ALGER

# Investir, au-delà du climat politique

*Les hommes d'affaires français sont bien décidés à ne pas se laisser influencer par le climat politique. Le président du Mouvement des entreprises de France (Medef) assure depuis Alger qu'en dépit des « incompréhensions », il y a l'intention d'intensifier les échanges. C'est la première visite du Medef depuis 2018 qui intervient, selon Geoffroy Roux de Bézieux, à un bon timing, notamment avec l'adoption du code des investissements qui répond à l'une des premières préoccupations des investisseurs, à savoir la stabilité institutionnelle. Le président de la CAPC a, pour sa part, plaidé en faveur d'une « coopération économique à la dimension de partenariat stratégique ».*

**Neval Imès - Alger (Le Soir)** - Première visite du Medef en Algérie depuis 2018. Une quinzaine d'entreprises françaises étaient hier à Alger, dont Air Bus, Alstom, Natexis, Renault, Société Générale et Total, conduites par Geoffroy Roux de Bézieux.

Le patron du Medef a tenu, au cours d'une conférence de presse, un discours des plus pragmatiques, assurant que les hommes d'affaires français comptent « accélérer les échanges quel que soit le climat politique », rappelant qu'en dépit d'une proximité géographique, les rapports soient « compliqués ».

Une situation qui ne doit pas empêcher les patrons d'être dans leurs « rôles ». Il en veut pour preuve le « stock d'investissements important en Algérie » et le « grand nombre d'entrepreneurs algériens établis en France ». Ce

qui « démontre que la communauté d'affaires continue à œuvrer ».

Si la pandémie a quelque peu ralenti les rencontres, il est question de la redynamisation du Conseil d'affaires avec le déplacement prochain d'une délégation d'hommes d'affaires algériens en France.

Le patron des patrons français évoque un timing adapté avec la récente adoption par le Conseil des ministres du code des investissements qui est considéré comme « un signal positif et important sur le climat des affaires » par Geoffroy Roux de Bézieux pour qui « il n'y a rien de pire que l'incertitude » pour des investisseurs qui ont besoin de stabilité sur au moins dix années. Très souvent, dit-il, les difficultés sont liées à l'absence de règles ou à des contraintes administratives. Pour le président de la

Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Samy Agli, la coopération entre les deux pays doit pouvoir se renforcer dans les deux sens avec une vision qui ne se limite pas à considérer l'Algérie comme un marché mais comme un véritable partenaire.

Intervenant lors de la tenue du forum d'affaires, Mohamed Sami Agli a affirmé que cette réunion « se tient également dans un contexte international, qui nous impose de mettre à contribution nos atouts économiques et géostratégiques pour la prospérité de nos citoyens et de la région, pour ne citer que les enseignements tirés de la pandémie de Covid-19 qui avait sévi dans le monde » rappelant que « le contexte a profondément et positivement évolué pour considérer la conjoncture

actuelle comme une véritable opportunité pour les hommes d'affaires français d'explorer avec leurs homologues algériens les opportunités de coopération économique et de partenariat et de colocalisation ».

Le président de la CAPC a ajouté que « la France est le deuxième fournisseur de l'Algérie et son troisième client.

Ces données nous confortent dans notre conviction que le partenariat entre les entreprises algériennes et françaises peut se développer de façon plus forte et durable », aspirant à « passer de la relation commerciale où l'Algérie demeure un marché porteur et d'avenir, à une véritable plateforme industrielle et de services pouvant valablement alimenter le marché africain et arabe ». Agli a plaidé en faveur

d'une « coopération économique à la dimension de partenariat stratégique ». La tenue du Forum d'affaires algéro-français entre « dans le cadre des relations historiques et stratégiques entre les deux organisations » et qui a pour but de « redynamiser la coopération économique entre les entreprises algériennes et françaises ».

Le forum a constitué « l'occasion d'échanger sur la dynamique économique de l'Algérie portée par un nouveau cadre réglementaire d'investissement stable, transparent et compétitif et sur les opportunités de coopération entre les entreprises françaises et algériennes ». En fin de journée d'hier, les hommes d'affaires ont pu rencontrer le ministre de l'Industrie.

N. I.

## اللجنة البرلمانية الاستعلامية تشرع في صياغة تقريرها تجهيز مديريات الضرائب بوسائل ملائمة لتحسين التحصيل

• الإسراع في بيع المحجوزات بالمزاد وإنشاء مديريات ولائية للمسح والحفظ العقاري

الوسائل المادية والبشرية بكبرى مديريات الضرائب، مسجلة توصية لوزارة المالية للتكفل بهذا الانشغال من خلال توفير مقر لائق ووسائل عمل في مستوى الخدمة. وسجل السيد بريش، أن مقر مديرية الضرائب بين عكثون مثلا، والتي تستقطب حوالي 70٪ من الضرائب على المستوى الوطني، ضيق جدا، ووسائل النقل المستخدمة قديمة أيضا. كما وقفت اللجنة، بولايتي تندوف وتمنراست على سير عمل المعابر الحدودية داعية الى ضرورة تسهيل مرور السلع وتحسين الخدمة للمتعاملين الاقتصاديين لترقية التجارة البينية والتصدير نحو البلدان الإفريقية. وسترفع تلك التوصيات من قبل اللجنة الاستعلامية في شكل تقرير مفصل، يتضمن توصيات إلى كل من مصالح الوزير الأول ووزير المالية، من أجل التكفل بالنقائص وإيجاد المراقيل الإدارية، وبالتالي رفع وتيرة التحصيل الضريبي والمالي للخزينة العمومية.

موحدة، لتسريع تسوية الملفات العقارية للمواطن في مهلة قصيرة بدل استغراقها عدة شهر كامل لاستخراج وثيقة واحدة. وقال إن من شأن عملية الدمج تحرير إجراءات تسوية العقارات الموجهة للاستغلال المدني والاستثماري أو النشاط التجاري.

كما أوصى الفريق الاستعلامي، بضرورة الإسراع في بيع المحجوزات لدى مصالح الجمارك بالمزاد العلني، بعد وقفه على كميات ضخمة من السلع المكدمسة على الموانئ التي خضعت للتفتيش بكل من ولايتي مستغانم وبيجاية.

وكشف عبد القادر بريش، أن قيمتها كبيرة جدا ويمكن أن تدر على الخزينة العمومية أموالا معتبرة، لكن المدة التي تستغرقها عملية إحالة تلك المحجوزات على عمليات البيع بالمزاد تصل أحيانا إلى 5 سنوات، وهو ما يعرضها للتلف وتراجع قيمتها المالية.

ووقف الوفد في مجال الضرائب، التي تعد أهم مورد للخزينة العمومية، على قلة

يعقد أعضاء اللجنة الاستعلامية للجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، اليوم، اجتماعا لصياغة تقريرهم النهائي قبل رفعه إلى رئيس المجلس ومصالح الوزير الأول ووزير المالية من أجل معالجة النقائص المسجلة.

شريعة عابد

تمكنت اللجنة الاستعلامية للجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، من إيجاد حلول من شأنها تفعيل وتيرة التحصيل المالي العمومي والتسويات العقارية، من ضمنها إنشاء مديريات ولائية وجهوية مدمجة لمصالح مسح الأراضي مع المحافظات العقارية والإسراع في بيع المحجوزات الجمركية بالموانئ، لتعزيز مداخيل الخزينة العمومية وتوفير الوسائل المادية والبشرية اللازمة لمديريات الضرائب لرفع وتيرة التحصيل المالي العمومي على المستوى الوطني.

يذكر أن وفد اللجنة قام ضمن مهمته، بزيارات ميدانية شملت ولايات تلمسان ومستغانم والجزائر والمسيلة وبيجاية وجيجل وأم البواقي وتيسة وسوق أهراس وعنابة وتمنراست وتندوف.

وقال عبد القادر بريش، عضو اللجنة الاستعلامية، ونائب حركة البناء الوطني، في تصريح لـ "المساء"، إن اللجنة اقترحت حولا لحلحلة عمل مديريات أملاك ومنها الإسراع في إقامة مديريات ولائية تجمع بين مصالح مسح الأراضي والحفظ العقاري ضمن فكرة سبق لوزارة المالية أن طالبت بتجسيدها ولكنها بقيت دون تجسيد إلا القلة القليلة ولكنها تسير بوتيرة بطيئة جدا، لا ترقى لعدد الملفات الخاصة بالتسوية.

وأضاف النائب، تريش أن عملية الدمج تهدف إلى تسهيل مصالح المواطنين في الحفظ العقاري وتسوية ملفاتهم بعد أن وجد الكثير منهم تائهين في إجراءات بين إدارتين غير متفقتين في كيفية معالجة ملفات المواطنين.

وقال إن الوفد الاستعلامي، شدد أمام هذه الوضعية على ضرورة وضع إدارة

## تخصّ المؤسسات الصغيرة والمتوسطة صندوق ضمان القروض ينظم ندوة اليوم

ودعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة ودور البنوك في هذا الإطار. كما يسعى الصندوق، من خلال هذا الندوة، إلى إبراز دور الضمان المالي كألية لتغطية المخاطر.

في هذا الإطار، ستعرف الندوة تنظيم فضاءات للنقاش في شكل ورشات مفتوحة، وذلك بحضور خبراء اقتصاديين، إدارات الدولة، مسؤولي بنوك عمومية وخاصة والقائمين على آليات دعم وتطوير المؤسسة الصغيرة والمتوسطة.

وسنيتم خلال هذا الورشات، تسليط الضوء على محورين أساسيين هما: «تقييم واقع آليات دعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة» و«تسهيل وصول المؤسسات الصغيرة والمتوسطة إلى مختلف أشكال التمويل».

ينظم صندوق ضمان القروض للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة، اليوم، بالجزائر العاصمة، ندوة وطنية حول «الضمان المالي كألية لدعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة»، حسبما أفاد به، أمس، بيان للصندوق.

تهدف الندوة، المنظمة تحت رعاية وزير الصناعة، إلى «إرساء رؤية مشتركة مع مختلف الفاعلين في الميدان والعمل على تكثيف التعاون مع المؤسسات المالية، بغية دعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة التي تحظى بأهمية بالغة في برنامج الحكومة»، يضيف نفس المصدر.

يأتي هذا، حسب البيان، عملا بتوصيات الندوة الوطنية حول الإنعاش الصناعي، التي نظمتها وزارة الصناعة في ديسمبر الماضي، المتعلقة بآليات تمويل المشاريع الاستثمارية

بحثا عن فرصة جديدة في الطاقم التنفيذي المقبل

## وزراء يستبقون التعديل الحكومي بتكثيف الخرجات

● محلل سياسي: الاستعراض لن يغير من الواقع.. وبعض المسؤولين مهددون بحزم الحقائب

أسماء بهلولي

مولوجي سورية هي الأخرى معنية بتكثيف نشاطاتها من خلال برمجة مجموعة من الخرجات إلى الولايات على غرار ولايتي باتنة والأغواط، فضلا عن إطلاق سلسلة مبادرات على غرار استحداث لجنة للتقييم والاستشراف في الوزارة، وتحديد معايير جديدة لمطابقة الفنان والالتقاء بمديري الثقافة لكل ولايات الوطن.

ورغم تكثيف نشاطات وخرجات بعض وزراء الطاقم الحكومي في الفترة الأخيرة، إلا أن ذلك حسب المحلل السياسي عبد الرحمان بن شريط، لا يعدو سوى محاولة للاستعراض والشعبوية، لاسيما وأن التقصير بالنسبة للوزراء - حسب - بات بمثابة القاعدة التي تميز عملهم رغم الصرامة التي يبدونها رئيس الجمهورية في تعامله مع الطاقم الحكومي، مشيرا في تصريح لـ"الشروق" أن غياب آلية لمحاسبة الوزراء هي أحد أسباب الفشل في التسيير قائلا: "لو كانت هناك أجنحة خاصة ومواعيد للوزراء يمكن على أساسها أن يحاسب الوزير الأول طاقمه الحكومي لما شهدنا مثل هذه الاستعراضات التي لا فائدة منها"، مشيرا أن رئيس الجمهورية كان واضحا في آخر تصريح له عندما كشف عن وجود وزراء مقصرين عليهم الرحيل، في وقت أشاد ببعض القطاعات الوزارية التي شهدت تقدما ملحوظا.

وإن لم يسم الرئيس القطاعات المعنية بالتقصير بشكل مباشر، إلا أن تخوف الوزراء امتد ليشمل الجميع من دون استثناء، الأمر الذي صعد من وتيرة نشاطات وخرجات هؤلاء، وعلى سبيل المثال لا الحصر، نجد وزير الصناعة أحمد زغدار الذي نشط أكثر من 4 لقاءات خلال أسبوع واحد تناول خلالها أبرز الملفات التي تشغل الرأي على غرار مفاوضات مع شركاء أجانب في مجال تصنيع السيارات ومشروع قانون الاستثمار، إضافة إلى تنظيم لقاءات مع مسؤولي قطاعه، ونفس الأمر بالنسبة لوزير التجارة وترقية الصادرات كمال رزيق الذي نزل على لجنة الشؤون الاقتصادية بالمجلس الشعبي الوطني لمناقشة مشروع قانون المناطق الحرة وقام بسلسلة خرجات ميدانية قادته إلى كل من ولاية البلدية ومستغانم واستقبل أيضا رؤساء غرف التجارة الأجانب على غرار الأردن ومفوض الاتحاد الإفريقي.

والأمر لم يختلف كثيرا بالنسبة لوزير التربية الوطنية عبد الحكيم بلعابد، الذي استعرض قبل أسبوع نشاطات ومكاسب قطاع التربية طيلة 10 أشهر من استوزاره، إضافة إلى مشاركته في العاصمة التونسية في أشغال الدورة الـ26 للمؤتمر العام للمنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم "ألكسو"، وكانت وزيرة الثقافة المنصبة مؤخرا

يسارع وزراء في حكومة أيمن بن عبد الرحمان، الزمن لتقديم حصائل نشاطاتهم الوزارية وتكثيف خرجاتهم الولائية بشكل متتال ومستعجل لضمان البقاء ضمن الطاقم الحكومي، والاحتفاظ بالحقيبة الوزارية في محاولة أخيرة للمنجاة من مقصلة التعديل الحكومي، في وقت ينظر إليها مراقبون على أنها استعراض شعبي لن يشفع لهم لدى رئيس الجمهورية الذي أكد أن التقييم سيتم حالة بحالة ويراعي الأداء.

تحركات بعض الوزراء والاستضافة التي تزامنت مع تصريحات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون قبل 4 أسابيع في لقاء جمعه مع ممثلي الصحافة الوطنية، والتي لمح فيها لإمكانية إجراء تعديل حكومي قريب يقبل من خلاله الوزراء الذين قال إنهم لم يلتزموا بتنفيذ التعليمات الصادرة عن اجتماعات مجلس الوزراء.

ويبدو أن هذه التصريحات قد لقيت صدى لدى بعض الوزراء الذين انتقلوا إلى السرعة القصوى لاستعراض قدراتهم في الميدان بعيدا عن التنظير التلفزيوني الذي أوصل البعض منهم لهذه المناصب بعد أن أثبتوا فشلهم ومحدوديتهم في التسيير حسب ما أكده المسؤول الأول في البلاد.




وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Maïki, Benaknoun - Alger